

INVITATION

COLLOQUE SERVICES PUBLICS "CONVERGENCE"

VENDREDI 16 MAI 2014

www.convergence-sp.org
convergenceservicespu-
blics@gmail.com

07 81 58 32 16

Mesdames, Messieurs,

Le vendredi 16 mai prochain, le collectif "*convergence nationale service public*" organise un grand meeting au tour de la question des services publics confrontés à la crise et aux politiques d'austérité.

L'objet de ce colloque est de lancer le principe d'assises nationales qui puissent s'étendre sur tout le territoire national dans le but de parvenir à l'élaboration d'un manifeste des services publics du 21^{ème} siècle.

Nous serions très honorés de vous compter parmi nous ce soir là.

Vous trouverez ci-dessous un bref rappel de notre objectif ainsi qu'un flyer annonçant cet évènement.

Vous constaterez que ce projet est largement soutenu par des organisations syndicales, des associations et des partis politiques.

Lors de ce meeting, de nombreux intervenants animeront les ateliers (trois ateliers : un sur les services publics et l'Europe, un sur la dimension nationale des services publics, un sur la dimension locale). Un temps large de débat en séance plénière clôturera cette soirée.

Les politiques d'austérité au plan européen comme au plan national mettent en péril nos services publics.

Désormais c'est l'idée même de service public qui est en péril : le souci de la rentabilité a remplacé celui de l'intérêt général. Les structures en charge des missions de services publics (telles que la Poste ou la SNCF) considèrent leurs obligations de service public comme des entraves à leur développement et à leur compétitivité. Les usagers deviennent des « clients », les personnels des variables d'ajustement.

Les services publics sont de plus en plus éloignés des besoins des usagers et gérés en dépit de l'intérêt général, voire délégués au privé. Conséquence : les élus, les citoyens, les usagers, les personnels sont de plus en plus écartés des décisions.

Les 30 milliards d'euros accordés aux grandes entreprises avec le pacte dit « de responsabilité », le plan de réduction du financement public de 50 milliards dont 10 milliards amputés aux collectivités sont autant de solidarité, de services publics de proximité ôtés aux citoyens, d'investissements, sources de richesses, supprimés.

Pour stopper cette gabegie tant humaine que financière, pour créer une économie solidaire et durable et mettre l'humain au cœur de notre société, il est nécessaire de converger afin de créer un rapport de force qui nous soit favorable ;

Nul doute que cela nécessitera la mobilisation des citoyens, des usagers, des élus, des personnels, des militants. Nul doute que cela nécessitera l'implication des organisations syndicales, politiques, associatives.

C'est ce que nous voulons commencer le 16 mai :

Réfléchir aux alternatives et trouver les modalités pour permettre la création dans tous les départements de collectifs de défense, de développement et de démocratisation des services publics, base nécessaire pour le lancement d'ASSISES POUR LA REFONDATION DES SERVICES PUBLICS.